

L'EUROPE DES LUTTES DIT NON AUX PLANS DE LICENCIEMENTS DANS LA SIDERURGIE

République Fédérale Allemande

Pour les 35 heures dans la sidérurgie, 45 jours de grève en janvier



Des métallurgistes allemands, lors d'une grève.

On n'avait jamais vu cela dans la sidérurgie allemande depuis 1928 : un mouvement de grève qui a touché jusqu'à 100 000 sidérurgistes, bloquant jusqu'à 40 % de la production allemande d'acier brut. Les sidérurgistes allemands sont frappés de plein fouet par les conséquences de la crise de la sidérurgie. Relativement privilégiés par leurs salaires il y a encore quelques années, leur pouvoir d'achat ne fait que baisser depuis 1975, tandis que les conditions de travail se détériorent. Plus grave, les solutions apportées par les maîtres de forge allemands à la crise de la sidérurgie se sont soldées par 41 000 licenciements entre 1975 et 1978. La revendication de la semaine de 35 heures s'oppose directement aux plans de licenciements massifs. Face à cette revendication des sidérurgistes allemands, le patronat oppose un refus catégorique.

Le 7 janvier, les représentants du patronat et les délégués de l'IG Metall sont parvenus à un compromis, qui laisse insatisfaite la revendication des 35 heures, ce malgré une grève de 45 jours. Les sidérurgistes obtiennent une augmentation de 4 % étalée sur 14 mois, 2 jours de congés supplémentaires, auxquels s'ajouteront un 3^e jour en 1980 et 2 jours de plus en 1981. Une fois de plus, les travailleurs ont été trahis par leur syndicat de collaboration de classe, qui s'est bien gardé de mettre en avant la revendication des 35 heures pourtant prioritaire pour les sidérurgistes. Cependant la longue lutte des sidérurgistes allemands a porté un coup très dur au patronat allemand et a montré que même en RFA, les dirigeants syndicaux rencontrent de plus en plus de difficultés pour faire accepter leur politique de collaboration.

Belgique

8 000 emplois supprimés dans la sidérurgie d'ici 1980

L'accord conclu fin novembre 1978 entre les patrons de l'acier et les syndicats belges prévoit une participation accrue de l'Etat dans la sidérurgie et se solde par une accélération des restructurations dans cette branche de l'industrie. Rien qu'en 1977, les entreprises wallones ont perdu 6 700 postes de travail. Pire encore, le plan Claes, approuvé par le gouvernement Vandenberghe, prévoit que 6 900 à 8 500 emplois seront encore supprimés d'ici 1980. La participation de l'Etat dans la sidérurgie (50 % du capital des entreprises Cockeril et du Triangle), présentée par les sociaux-démocrates au pouvoir en Belgique comme allant dans le sens des intérêts des travailleurs, ne fera qu'accélérer la liquidation de secteurs entiers de l'économie. L'Etat a accordé un crédit de 1 milliard de francs belges



Une agence pour l'emploi en Belgique.

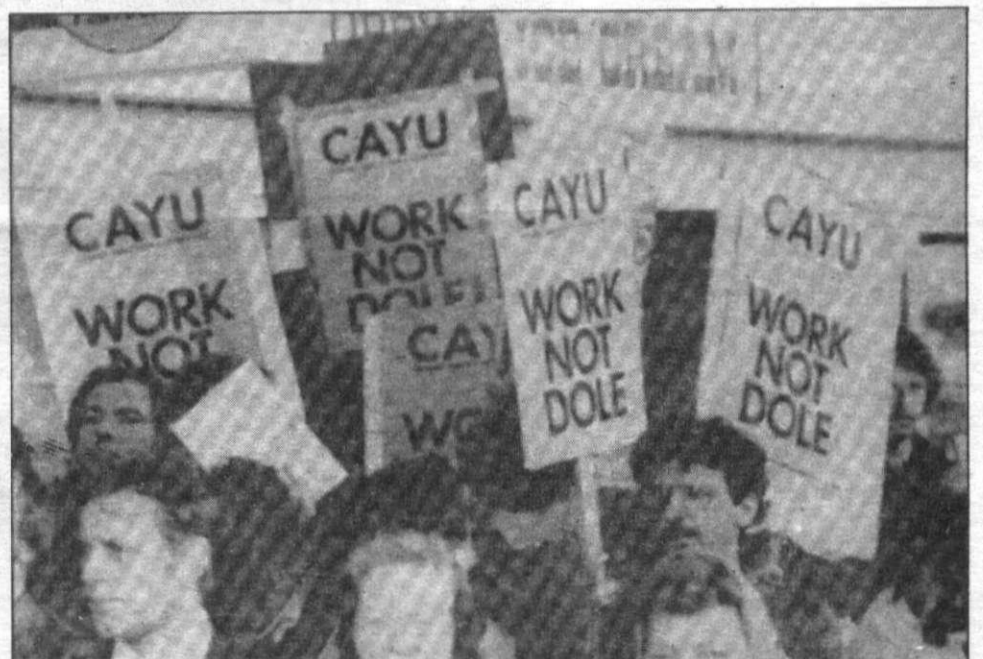
à la Cockeril, liée à l'ARBED, géant de la sidérurgie luxembourgeoise lié au groupe Empain. Licenciements pour les travailleurs, prêts aux barons de l'acier, telle est la politique du gouvernement belge. Face à cette politique, la lutte s'impose pour les sidérurgistes belges qui se

prononcent :
— Pour le remplacement des départs à la retraite anticipée par l'embauche des jeunes au chômage
— Pour la semaine de 36 heures tout de suite, avec embauches proportionnelles.
— Contre l'augmentation des cadences.

Grande-Bretagne

Les travailleurs de la British Steel Corporation luttent pour le maintien de l'emploi

«Du travail pas d'aumônes !», revendiquent les jeunes chômeurs britanniques, sur les pancartes de la campagne contre le chômage des jeunes (CAYU).



Face à l'annonce de 3 600 licenciements, les sidérurgistes du groupe British Steel Corporation se sont mis en grève la semaine dernière. Les travailleurs britanniques disent non à la politique de chômage et d'austérité imposée par le gouvernement travailliste de Callaghan qui veut rentabiliser la sidérurgie dans la crise européenne de l'acier.